# NOTE

**Objet :** **La revue budgétaire de mi-parcours rend compte du maintien de perspectives de croissance solides et du renforcement de la trajectoire de redressement budgétaire.**

*Le gouvernement australien a utilisé la traditionnelle revue budgétaire de mi-parcours pour affiner ses prévisions macroéconomiques et budgétaires. La prévision de croissance de 2017/18 y est légèrement dégradée à 2,5%, contre une prévision de croissance de +2,75% dans le budget. A contrario, la revue budgétaire de mi-parcours rend compte d’une accélération de la baisse du déficit public (-A$5,8 Mds), qui ne devrait plus atteindre que -A$23,6 Mds en 2017/18, soit 1,3% du PIB (contre -A$29,4 Mds, soit 1,6% du PIB dans le budget). L’accélération de la croissance et son incidence sur les fondamentaux macroéconomiques du pays, couplée à l’effort de maîtrise des dépenses, vient renforcer la trajectoire de consolidation budgétaire définie par le gouvernement.*

**1. Maintien de perspectives de croissance solides, tirées par une hausse de l’investissement privé et public, de la consommation des ménages et des exportations**

Présentée le 17 décembre 2017, la revue budgétaire de mi-parcours confirme le maintien de perspectives de croissance solides, tirées par une hausse de l’investissement privé hors secteur minier et public (+4% en 2017/18),[[1]](#footnote-1) de la consommation des ménages (+2,25% en 2017/18) et des exportations (+3% en 2017/18).[[2]](#footnote-2) A contrario, l’investissement privé dans le secteur minier devrait poursuivre sa baisse (-60% depuis le pic enregistré au T4 2012), dans un contexte marqué par la finalisation des grands projets miniers, sans pour autant peser autant qu’auparavant sur la croissance. Le PIB réel devrait ainsi croître de +2,5% en 2017/18, soit à un rythme légèrement inférieur aux prévisions de mai, tablant sur une croissance de 2,75% en 2017/18 et de +3% en 2018/19. La légère révision à la baisse de la perspective de croissance pour l’année 2017/18 reflète une croissance moindre de la consommation des ménages à +2,25% (contre +2,75% dans le Budget), en partie compensée par une accélération de la croissance de l’investissement privé hors secteur minier à +5% (contre +4,5% dans le Budget).

Le PIB nominal devrait quant à lui croître de +3,5% en 2017/18 et de +4% en 2018/19, soit également à un rythme légèrement inférieur aux prévisions du Budget, qui reflète la faible dynamique de croissance des salaires et des prix sur le marché intérieur. Les salaires ne devraient plus croître que de +2,25% en 2017/18 (contre une prévision de +2,5% dans le Budget) et de +2,75% en 2018/19 (contre une prévision de +3% dans le Budget). La hausse se maintient à un niveau historiquement bas, mais dont il reste attendu qu’elle augmente avec le renforcement de la croissance, l’accélération de l’inflation et la réduction de la capacité excédentaire sur le marché du travail, avec un retour progressif au plein-emploi. En effet, le taux de chômage devrait en revanche être plus favorable que les prévisions du Budget avec 5,5% en 2017/18 (contre 5,75%) et 5,25% en 2018/19 (contre 5,5%), suite aux bonnes performances enregistrées sur le marché de l’emploi, marqué par la création sur les 12 derniers mois de plus de 380 000 emplois, dont la plupart à temps plein.

**2. Renforcement de la crédibilité de la trajectoire de redressement budgétaire, confortée par l’amélioration des comptes publics**

La revue budgétaire de mi-parcours confirme le maintien de la trajectoire fixée par le gouvernement d’un retour à un excédent budgétaire en 2020/21 (A$10,2 Mds, soit 0,5% du PIB), confortée par une amélioration des comptes publics. Alors même que cette trajectoire était jugé peu crédible par certains observateurs, le gouvernement a pu se féliciter d’une correction à la baisse de –A$5,8 Mds du déficit budgétaire en 2017/18 par rapport à la prévision du Budget (-A$23,6 Mds, soit 1,3% du PIB, contre -A$29,4 Mds, soit 1,6% du PIB), qui s’explique notamment par une hausse de +A$3,6 Mds des prévisions de recettes pour 2017/18 (+A$2,4 Mds d’ici 2020/21).

La révision à la hausse des prévisions de recettes reflète notamment l’incidence de l’examen des reclassifications de revenus mené dans le cadre du budget 2016/17 final, mais également des prévisions de recettes liées à l’impôt sur les sociétés (+A$3,2 Mds en 2017/18 et +A$7,4 Mds d’ici 2020/21), reflétant notamment une hausse des bénéfices dans le secteur minier en 2016/17, un meilleur taux de recouvrement par l’office de recouvrement des impôts (ATO) et une hausse des bénéfices des sociétés à partir de 2018/19. Elle reflète également une hausse de l’impôt perçu sur les fonds de retraite par capitalisation (+A$2,1 Mds en 2017/18 et +A$3,4 Mds d’ici 2020/21), due à une hausse des gains en capital, une hausse des recettes tirées de la GST, équivalent(+A$100 M en 2017/18 et +A$1,4 Md d’ici 2020/21), due à une hausse du taux de recouvrement qui vient compenser une plus faible croissance de la consommation, et une hausse des droits de douanes et taxes d’accises (+A$60 M en 2017/18 et+A$1,2 Md d’ici 2020/21).

La baisse du déficit budgétaire s’explique également par une baisse de –A$2,1Mds des prévisions de dépenses pour 2017/18, reposant sur plusieurs mesures d’économies, portant principalement sur l’éducation supérieure. En particulier est instauré un plafonnement des dotations aux universités (A$2,1 Mds), avec la mise en place d’un gel de deux ans des programmes de bourses fédérales attribués aux universités et un plafonnement du financement des places pour les étudiants en université. Le gouvernement propose également un abaissement de A$10 000/an des seuils de revenu à partir desquels les étudiants devront commencer à rembourser leurs emprunts (A$45 000) et une limitation du montant des prêts concédés à chaque étudiant, qui serait limité à A$104 000 pour la plupart des étudiants et à A$150 000 pour les étudiants suivant des formations médicale, vétérinaire et dentaire, deux mesures dont la mise en place requerra néanmoins le soutien du Sénat (où le gouvernement ne détient pas la majorité). Or c’est justement le manque de soutien du Sénat qui a empêché la mise en place de plusieurs plans successifs d’économies présentés depuis 2013.

L’allongement de deux à trois ans du délai d’éligibilité à l’aide sociale des migrants nouvellement arrivés représente une autre source importante d’économie pour le gouvernement (A$1,2 Md). Enfin, la baisse de la prise en charge des frais de garde familiale devrait permettre une économie additionnelle de A$1 Md. La revue rend ainsi compte d’une accélération de la dynamique de baisse des dépenses publiques, offrant une nette correction des prévisions de dépenses publiques sur les quatre prochaines années (–A$6,5 Mds).

\*\*\*

Reflétant le renforcement de la dynamique de croissance au niveau mondial et national, les prévisions macroéconomiques et budgétaires de la revue budgétaire de mi-parcours n’en sont pas moins sous-tendues par plusieurs incertitudes. Au niveau mondial, le commerce exterieur australien pourrait être vulnérable à l’incidence des perspectives de reprise de l’inflation sur les conditions de financement dans les économies développées, à l’incidence sur la croissance et les échanges des réformes structurelles engagées par la Chine, son premier partenaire commercial de l’Australie, ou encore aux fluctuations des prix des matières premières. Au plan national, ces nouvelles prévisions sont largement sous-tendues par des anticipations de nouvelles dynamiques en termes d’investissement, de salaires et de consommation des ménages qui restent à confirmer. La stabilisation, voire la baisse, des prix de l’immobilier, pourrait jouer un rôle important à cet égard.

1. La hausse des dépenses publiques d’investissement et de fonctionnement est portée notamment par le financement du déploiement du réseau national d’internet à haut débit (*National Broadband Network*  -réalisé par une entreprise publique) et du programme national de prise en charge du handicap (*National Disability Insurance Scheme*) ainsi que le fort investissement des Etats et Territoires dans leurs infrastructures. [↑](#footnote-ref-1)
2. La hausse des exportations est alimentée par la hausse continue des exportations de ressources minières et énergétiques, qui devraient croître de +4,5% en 2017/18 et de +6% en 2018/19, avec l’entrée en production et l’augmentation de capacité des derniers grands projets d’exploitation de GNL et de minerai de fer (les derniers de la vague de projets lancés pendant le boom minier), mais également la hausse continue des exportations de services, qui devraient croître de +5% en 2017/18 et de +4% en 2018/19, portée par le maintien d’une forte demande asiatique dans les secteurs du tourisme et de l’enseignement supérieur. A contrario, les exportations de produits agricoles devraient s’inscrire à la baisse en 2017/18, du fait d’une baisse des volumes d’exportations par rapport au record enregistré en 2016/17. [↑](#footnote-ref-2)